

L'empêcheur de croire en rond

GoZias

HEBDO 282

6^{ème} année - semaine du 4 au 10 avril 2013 - 2 €

LES INVITÉS > 12

Voix et histoire
en Argentine

L'AFFAIRE > 15

Procès : l'association liée
à l'Opus Dei condamnée

ÉCONOMIE > 6

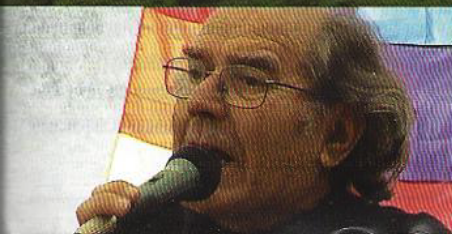
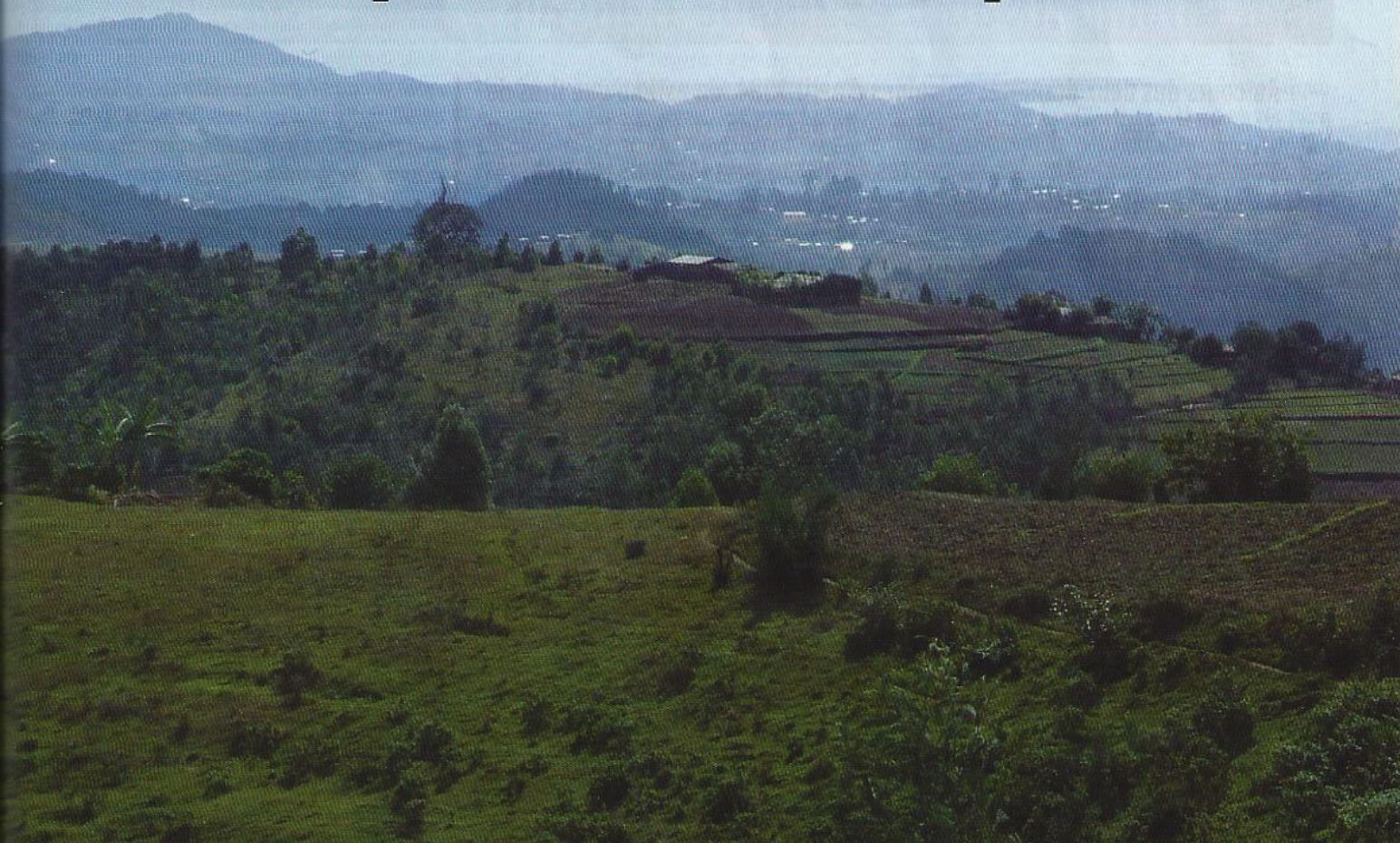
Dumping social : la filière
allemande de la viande

CULTURE > 20

Dimitru Verhulst : "Il faut
s'oublier pour révéler sa beauté"

Avril 1994 : 19 ans après le génocide,
le rôle de l'armée française en question

Rwanda : révélations sur l'opération Turquoise



ENQUÊTE > Le véritable message
de Perez Esquivel au pape

L'opération Turquoise en question

Il y a dix-neuf ans démarrait, au Rwanda, le dernier génocide du vingtième siècle. Il dura trois mois et se solda par l'extermination de près d'un million de Tutsi. Le 13 mai 2010, *Golias Hebdo* faisait sa Une sur les révélations de l'enquête menée par Serge Farnel au Rwanda : la participation directe de soldats français au dernier grand massacre de ce génocide, quarante mille civils tutsi ayant été assassinés le 13 mai 1994 à Bisesero (ouest du Rwanda). Nous avons fait état de la parution du livre de cette enquête, *Rwanda, 13 mai 1994* (cf. *Golias Magazine* n° 144). *Un massacre français ?*, paru l'an dernier aux éditions Aviso/L'esprit frappeur. Cet ouvrage est aujourd'hui en ligne sur le site de l'enquête : www.rwanda13mai1994.net Bruno Boudiguet a depuis pris le relais de cette investigation. Il est l'auteur de *Françafrique 2012. La bombe à retardement* (mars 2012, Aviso) Une première partie d'enquête au Rwanda lui a non seulement permis de confirmer la participation active de soldats français au massacre du 13 mai aussi bien auprès de témoins de Serge Farnel qu'auprès d'autres témoins, mais

lui a également ouvert de nouvelles pistes. Ces pistes mènent à une meilleure compréhension de la préparation de ce massacre, à d'autres massacres auxquels semblent également avoir pris part des soldats français, à des moyens de débusquage mis en œuvre par ces derniers et jusqu'alors ignorés des enquêteurs, ainsi qu'à quelques-unes des raisons pour lesquelles la responsabilité française dans le génocide des Tutsi du Rwanda peine tant à se frayer un chemin vers les consciences de nos contemporains.

Bruno Boudiguet nous livre ici une synthèse des premiers résultats de son enquête. Outre les précisions qu'il apporte non seulement à la participation de soldats français au carnage du 13 mai, mais aussi au piège des « médecins-coupeurs » français auxquels furent confiés les derniers survivants Tutsi, il est le premier à mentionner la monstrueuse instrumentalisation de l'opération Turquoise – opération française à vocation humanitaire mandatée par les Nations unies – ayant consisté pour des soldats français à se servir du sauvetage de quelques Tutsi pour en livrer des dizaines d'autres à leurs génocidaires. □ **Golias**

Enquête dans l'ouest du Rwanda sur un impensable génocide français

Bruno Boudiguet

Au cours des deux dernières semaines d'avril 1994, on estime que près de 80 % des Tutsi rwandais victimes du génocide, soit près d'un million d'individus, ont péri dans des massacres de masse pour lesquels les victimes ont préalablement été regroupées dans des églises, des écoles ou des stades.

Au même moment, la seule force à combattre le génocide, la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), conquiert le pays à partir de ses positions du nord-est. De son côté, le Gouvernement intérimaire rwandais (GIR) poursuit le génocide sans coup fêrir. Il ne reste qu'un seul endroit où se sont regroupés un grand nombre de résistants. Il s'agit d'un ensemble de collines montagneuses situé à l'ouest du pays entre la Crête Congo-Nil et le lac Kivu : Bisesero. Leurs habitants, les Abaseseros, agriculteurs et bergers des sommets, ont été rejoints par les populations environnantes. Tout ce monde, qui désormais avoisine les 50 000 personnes, oppose une résistance courageuse à leurs assaillants.

Du 22 au 30 avril 1994, ont lieu les premières attaques de grande ou moyenne intensité. C'est au cours de cette période que le témoin N., un rescapé, aperçoit pour la première fois, en compagnie de chefs génocidaires rwandais, des Blancs en tenue

militaire. « *As-tu pensé que ça voulait dire qu'ils seraient apparus le jour de la grande attaque seulement ?* », me lance le témoin en faisant référence à l'attaque du 13 mai. « *De tout temps, ils venaient, mais je ne pourrais pas les identifier* », s'agacerait-il presque devant mon formalisme. Malgré un dispositif important destiné à les exterminer, les résistants aux mains nues vont, contre toute attente, déjouer les plans d'attaque du gouvernement. Ils se mêlent aux assaillants afin que ceux-ci ne puissent pas utiliser leurs armes à feu. Ils sont organisés et déterminés à survivre. Les tueurs subissent même des pertes, au point de devoir effectuer un repli tactique.

La participation de soldats français au massacre génocidaire du 13 mai

Du 1^{er} au 11 mai, c'est donc l'accalmie. Les groupes de génocidaires sont démotivés par tant d'inefficacité. C'est alors que le 12 mai va se dérouler une scène très étrange : un

convoi mené par des militaires blancs fait tout un itinéraire dans Bisesero en haranguant les Tutsi affamés et cachés dans les buissons. Au travers d'une mise en scène, ces Blancs entreprennent de leur faire croire qu'ils sont en mesure de faire cesser les massacres, faisant mine de repousser les assaillants, tout en expliquant aux Tutsi qu'ils vont revenir avec de l'aide, les enjoignant à cette fin de sortir de leurs cachettes. Il s'agit en réalité d'un débusquage en bonne et due forme. Le sourire en coin, Semi Bazimaziki se rappelle que les autorités avaient appelé cette opération « *mission de pacification locale* ». Le lendemain, à la surprise générale, une gigantesque attaque a lieu, le 13 mai donc, impliquant des milliers d'assaillants et faisant 40 000 victimes selon la moyenne des estimations. C'est le dernier et le plus grand (en un seul lieu) massacre du génocide. Des armes lourdes sont employées pour déloger les récalcitrants : derrière les batteries de mortiers, les mitrailleuses ou les lance-roquettes se trouvent des éléments de l'armée ou de la Garde présidentielle (GP), mais aussi, vous l'aurez compris, d'autres militaires dont la peau a la particularité d'être blanche. Une quinzaine de rescapés et presque autant de bourreaux ont tour à tour dessinés les contours d'une véritable fresque de

À LA UNE



Ces soldats d'élite vont faire un coup de maître : en deux jours, la résistance est laminée à coups de bombardements et d'énormes battues. Les survivants du 13 mai sont en état de choc : les 4/5 ont péri. (photo du mémorial de Murambi du génocide rwandais)

l'horreur à l'enquêteur Serge Farnel. Alors ces Blancs du 13 mai, qui sont-ils ? Selon les témoignages, certains semblent vêtus du même uniforme que celui des Forces armées rwandaises que la France a formées, conseillées et dirigées tout au long des années ayant précédé le génocide. Ils ont par ailleurs, le 13 mai, été présentés comme un renfort français aux petites mains du génocide, ce afin de leur donner du courage. Nombre d'autres éléments confortent enfin l'idée qu'il s'agit là de troupes d'élite françaises aux fortes valeurs coloniales, engagées dans une opération ultra secrète qui n'est connue que de l'Élysée.

Ces soldats d'élite vont faire un coup de maître : en deux jours, la résistance est laminée à coups de bombardements et d'énormes battues. Les survivants du 13 mai sont en état de choc : les 4/5 ont péri. À leur tour, victimes et bourreaux me racontent les scènes de ce grand massacre où les « Blancs », les « Français », auront eu, grâce à leur puissance de feu, un rôle déterminant. Sylvère Nyakayiro résume : « Les Blancs tiraient. Les Blancs tiraient sur la population, celle-ci se déplaçait d'une colline à une autre. Autour des Blancs, il y avait une autre population rwandaise qui poursuivait les victimes. Les Blancs avaient

des fusils qui faisaient beaucoup de bruit, beaucoup d'échos dans les montagnes ». Les anciens bourreaux décrivent plus précisément ces armes lourdes utilisées pour déloger les Tutsi de leurs cachettes : « J'ai vu le missile qu'on connecte sur l'arme. Ce que j'ai vu, c'est qu'il y avait un gros truc au bout, qui partait quand on tirait », dit Jean Ngarambe en évoquant les Français qui maniaient ces armes. Il s'arrête sur une photo que je lui montre, celle d'un lanceur de mortier monté sur trépied léger : « Ils utilisaient les armes qu'on voit ici même au Rwanda, mais ce bout pointu au bout du fusil, ça partait immédiatement et ça détruisait des populations entières ».

Fausse polémique et retard de prise de conscience

Parmi les rescapés, attardons-nous sur un cas particulier, celui de Gudeliève. Suite à un quiproquo pendant son interview, Serge Farnel avait mis de côté son témoignage, le temps de l'analyser, contrairement à Anne Jolis du *Wall Street Journal*, qui l'avait cité brièvement dans son article. Peu après la sortie dudit article, le chercheur Jacques Morel s'était emparé de la question et avait pris pour exemple le cas de Gudeliève pour tenter de décrédibiliser l'enquête de Far-

nel, écrivant dans la version électronique de son livre : « Elle a vu, au mois de mai, Sikubwabo, le bourgmestre de Gisbyita, avec des Interabamwe [milice génocidaire] mais pas avec des Blancs ». Cet exemple parvint à convaincre les sceptiques qu'aucun Blanc ne devait être présent au cours des massacres anti-Tutsi, en dépit de tous les autres témoignages concordants. Ils en firent aussitôt un cas emblématique. Or la tâche que je me suis assignée, outre celle de poursuivre l'enquête de Serge Farnel, est précisément de comprendre pourquoi il aura fallu 15 ans pour que cette histoire des Blancs du 13 mai finisse par émerger ; le cas de Gudeliève étant susceptible de nous éclairer en partie sur ce point. La première chose à faire était de remettre à plat les sources : lire et comparer les deux interviews. Je me suis donc procuré l'interview de Jacques Morel, qui ne fait que dix petites minutes. Or, après quatre vérifications de traduction par quatre traducteurs différents, le bilan est consternant. L'interprète, Éric Nzabihimana, n'aura eu de cesse de mettre le chercheur sur de fausses pistes : là où par exemple le témoin dit qu'elle a vu des Blancs pendant les massacres, l'interprète lui traduit que les Blancs n'étaient alors pas présents. Si l'erreur de Jacques Morel aura été de ne pas avoir vérifié la

À LA UNE

traduction, la tromperie d'Éric Nzabihimana aura contribué à retarder l'éclosion des consciences. Aussi, les blocages ne sont pas uniquement dus aux journalistes occidentaux qui auront cru un temps devoir écarter d'un revers de main l'impensable.

Reste l'interview de Gudelieve par Serge Farnel, qui elle fait plus d'une heure et ne souffre d'aucune ambiguïté : « *Ces Blancs français sont venus nous appeler, et ils disaient qu'on devait dire, informer les gens qui se terraient dans les trous de venir, de remonter la colline. Moi, je suis remontée avec d'autres mais j'ai laissé mes enfants là-bas, et arrivés, ils nous ont regardé, ils ont compté combien nous étions.* » Le lendemain, la grande attaque a lieu : « *C'étaient les Français qui tiraient.* » Cette rescapée prend parfois des accents étranges : « *Le jour où je suis morte, les Français étaient là. Oui, c'est comme mourir, hein ? Mes enfants, ils les ont remontés ici en disant que c'étaient de beaux enfants, et puis qu'ils étaient innocents, qu'ils n'avaient commis aucun crime, et puis on les a mis sur la route et un véhicule est passé dessus, sur eux.* » C'était le véhicule d'Obed Ruzindana, l'un des cinq principaux chefs génocidaires de la préfecture. « *C'est à ce moment-là qu'on a été massacré en grande masse* », précise Gudelieve. Personne ne peut confondre ce jour fatidique, où 40 000 Tutsi furent exterminés, avec la pseudo-opération de sauvetage de quelques

centaines de rescapés, qui aura lieu un mois et demi plus tard, l'Opération Turquoise. C'est donc raisonnablement que le jour de la grande attaque, c'est-à-dire le 13 mai, que Gudelieve a vu des soldats blancs leur tirer dessus. D'ailleurs, son neveu par alliance, présent ce jour-là, le confirmera sur site.

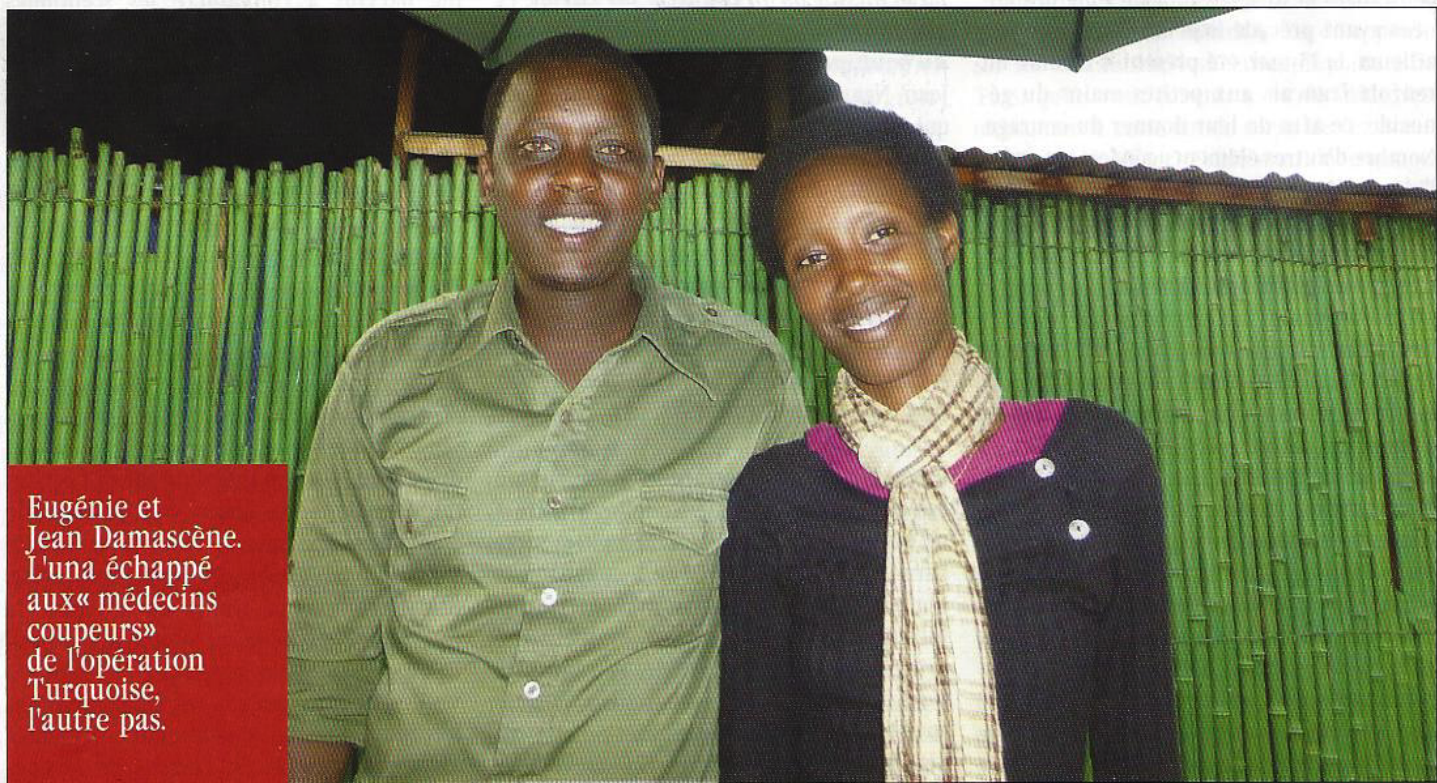
Alors que les Tutsi sont déjà exterminés à 90 % dans cette région, les militaires français vont intervenir sous mandat de l'Onu à partir du 23 juin. Dans leur « zone humanitaire sûre », les Français sont sensés regrouper les « populations en danger » dans des camps sécurisés. Mais pour les rescapés, l'enfer va continuer.

Les débusquages de l'opération Turquoise

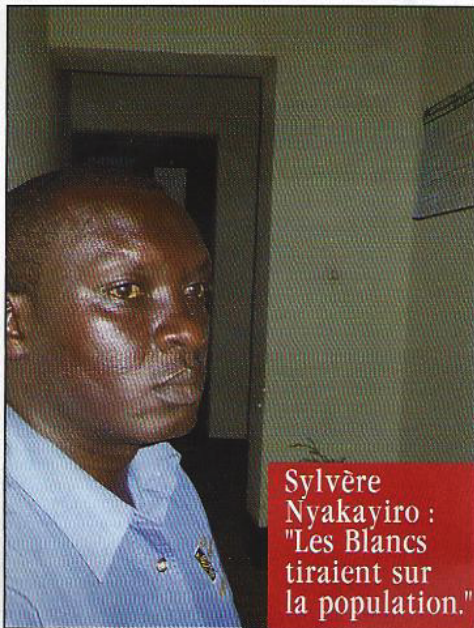
La plupart du temps, accéder au camp des Français relève de l'exploit. Il faut pouvoir passer les barrages de miliciens. Albertine Mukakamanzi, rescapée, s'en souvient comme si c'était hier : « *J'ai trouvé devant le portail fermé les gens à qui on avait apparemment refusé l'entrée et qui gisaient par terre, agonisant. Derrière le portail, il y avait les soldats français qui contemplaient la scène indifféremment.* » Eliel Nsanzabera tente sa chance au groupe scolaire de Rubengera : « *Le groupe scolaire avait deux portails, et au premier portail, je vis un Blanc français avec un fusil. Je toquai et le suppliai de venir m'ouvrir, mais*

lui se contentait de me fixer. Je contournai et me dirigeai vers l'autre portail sud qui était gardé par un Interabamwe [milice génocidaire] avec un gourdin et un militaire Français. » Il sera finalement accepté à Kibuye. De toutes les façons, à ce stade du génocide, il n'y plus rien à perdre, comme me le dit Théo Karenzi : « *Je n'espérais pas avoir la vie sauve, mais surtout pouvoir mourir plus rapidement. Parce que les Français travaillaient main dans la main avec les Interabamwe. Ces derniers avaient organisé une sorte de fête à leur arrivée. On pouvait en voir certains offrir des poules, des chèvres... Et les autres chantaient "Vive les Français !", "Vive la France !"...* » Les viols par les Français sont pratiqués à la chaîne. « *Ils profitaient de leur situation vulnérable de réfugiés !* » poursuit Karenzi, témoin parmi d'autres, écœuré de ces pratiques.

Mais le plus grave, pour l'opération Turquoise, ce sont les accusations de débusquage. À l'aide de « petits billets » sur lesquels sont écrits le nom d'un Tutsi ainsi que l'endroit où il se cache, les militaires français sont censés procéder à des opérations de sauvetage. Si ce n'est qu'ils entraînent les miliciens dans leur sillage : « *La manière dont les gens étaient tués se comprend par le fait qu'il y avait des rumeurs selon lesquelles les Français évacuaient les gens, mais en réalité tous ceux qui se mettaient à découvert n'étaient pas évacués,* explique Kodo. *Par exemple, dans un groupe de*



Eugénie et Jean Damascène. L'un a échappé aux « médecins coupeurs » de l'opération Turquoise, l'autre pas.



Sylvère Nyakayiro : "Les Blancs tiraient sur la population."

lement leur chemin. Durant ces mêmes jours, Jeanne aperçoit Nshogoza, milicien émérite de Kibuye, mis au défi par deux militaires français de tuer un Tutsi « à l'ancienne », sans utiliser d'arme à feu. Un malheureux sera exécuté au gourdin, sous les applaudissements nourris des deux Français.

Les « médecins-coupeurs » de l'opération Turquoise

La polémique relative au caractère volontairement tardif du sauvetage par l'opération Turquoise, le 30 juin, des derniers survivants Tutsi de Bisesero, fait l'impasse sur les amputations abusives des blessés graves qui furent hélicoptérés à Goma (ancien Zaïre). Or les témoignages se multiplient au point qu'il est de plus en plus difficile de nier l'évidence. Nombre de rescapés portent la marque indélébile de ces actes monstrueux. Jean-Damascène Ndahimana se souvient : « J'avais 11-12 ans à cette époque. J'avais une blessure sur le tibia droit, c'est pour ça qu'on m'a amené au Congo. » Placés dans un camp où pullulent les assassins, dénudés et humiliés, traités moins bien que des animaux, lavés au « karcher », les voilà en file indienne, attendant d'être examinés et soignés. Mais à défaut de soulagement, les rescapés vont revivre symboliquement le cauchemar du génocide : « Si vous aviez des blessures sur les jambes ou les bras, ils vous amputaient. Mais j'ai réussi à me sortir des griffes de ces médecins-soldats. Aujourd'hui, dit-il en me montrant sa blessure, je peux même jouer au foot. »

La grande majorité de ces blessures pouvaient être soignées sans nécessiter d'amputation. Quand les rescapés ont vu ressortir chacun de leurs camarades, avec un membre en moins, certains se sont enfuis, d'autres se sont débattus et ont pu échapper au service d'ordre musclé mis en place au sein de cet « hôpital de campagne ». Eugénie, 5 ans au moment du génocide, n'a pas eu cette chance. Les médecins militaires français l'ont amputée d'une main. Trop petite, elle n'a pas pu échapper au diagnostic morbide des médecins-coupeurs. On lit dans son regard une intense souffrance : « C'est vrai que j'étais très jeune à ce moment-là. Mais j'ai vu des choses... Tant à Bisesero qu'à Goma. » Eugénie s'interrompt. Pendant quelques secondes je plonge dans un abyme. Le propre du crime de génocide, c'est bien de ne vouloir épargner aucun enfant. □

(photo de la Une : le lac Kivu à partir de l'actuel mémorial de Bisesero)

onze personnes, on en prenait quatre seulement et les autres étaient récupérées par les tueurs. Même l'entrée de leur camp était difficilement négociée. Tout le monde n'a pas pu aller chez les Français, mais ce sont toujours les derniers évacués de chaque expédition qui nous renseignaient sur le sort de ceux qui étaient restés dans les brousses. » Selon Eliel et Kodo, qui ont longuement discuté avec les Abasesero au camp de Nyarushishi, le débusquage a aussi eu lieu à Bisesero : « Les Français utilisaient les sifflets pour inciter les gens à sortir de leur cachette dans les brousses et une fois dehors, deux ou trois personnes étaient choisies pour être évacuées, et ceux qui restaient à découvert étaient massacrés », raconte Eliel.

Karenzi reste choqué par l'attitude de ceux qui étaient mandatés pour les sauver : « Les Français étaient plus ethnocistes que tout le monde, ils m'appelaient même "petit Tutsi". (...) À leur départ, ils nous ont lancé : "Voilà vos cousins Tutsi !" » Le sadisme atteint son comble avec le témoignage de Jeanne Hakimana, rescapée de Kibuye, qui décrit deux scènes hallucinantes. La première, celle de la "casserole", au cours de laquelle un véhicule ambulancier roule au pas, avec deux Blancs à l'intérieur. Dépasse de la fenêtre un bras tendant une casserole pleine de biscuits, attirant les Tutsi traqués depuis des semaines et affamés à sortir de leur cachette avant que le piège ne se referme sur eux : un milicien surgit et frappe de son gourdin le pauvre homme, tout en ne suscitant aucune réaction de la part des « ambulanciers », qui poursuivent tranquil-

Panoramiques

L'Irak face à ses vieux démons

En Irak, le régime de Nouri al-Maliki a fait exécuter dix-huit prisonniers politiques durant le mois de mars 2013. Une réponse brutale à l'assaut lancé en plein Bagdad contre le ministère de la Justice par un commando se réclamant de « l'Etat islamique d'Irak (ISI) ». Selon le communiqué de l'ISI, l'attaque du ministère a été décidée pour « venger les femmes sunnites internées dans les prisons des apostats ». En 2012, 129 condamnés à mort ont été pendus, dont plusieurs militants islamistes étrangers. Le ministre de la Justice, Hanssan al-Chammari, a déclaré que le régime n'a pas l'intention de mettre un terme aux exécutions des prisonniers politiques.

Aux grands maux les grands remèdes

Les autorités pénitentiaires de la prison de Guantánamo à Cuba sont confrontées à une situation peu ordinaires. En effet, depuis une cinquantaine de jours, une large majorité des 130 détenus du camp n°6 observent une grève de la faim sans précédent. Les détenus protestent contre une fouille de routine durant laquelle des effets personnels et des Corans leurs auraient été confisqués. L'administration pénitentiaire minimise l'ampleur du phénomène et tente de le combattre par tous les moyens. Les avocats des détenus concernés dénoncent la privation d'eau potable et des températures « extrêmement froides » imposées dans le camp afin de casser la grève. Les prisonniers semblent déterminés à poursuivre la privation de nourriture.

Diabolisation

En Espagne, les expulsions locatives sont une des conséquences les plus tragiques de la crise économique et du système bancaire. Face à cela, l'action non-violente des Plates-formes des victimes des emprunts (PAH) a permis à près de 600 familles de conserver leurs logements. Un mouvement qui prend de l'ampleur puisqu'il a réussi à recueillir 1,4 million de signatures afin de déposer au Congrès une Initiative législative populaire (ILP) demandant l'arrêt des expulsions, l'annulation des emprunts hypothécaires ainsi que la création d'un parc locatif public. A l'heure actuelle, les autorités n'ont d'autres réponses à faire que d'accuser ces militants de criminels en lien avec l'ETA. Un peu maigre comme argument non ? □ A. Ballario